

PRÉFECTURE DU GERS

**Direction des Actions Interministérielles
et du Développement
Bureau de l'Environnement**

Arrêté portant mise en conformité et autorisation d'augmentation de la quantité annuelle traitée
de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux de PONTAC
exploitée par le Syndicat Mixte Départemental de Traitement des Ordures Ménagères et Assimilées (SMDTOMA)
à LE HOUGA

Le Préfet du Gers,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU le code de l'environnement, Livre V - titre 1^{er}, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le code de l'environnement, Livre II - titre 1^{er}, relatif à l'eau et aux milieux aquatiques ;
- VU le code de l'environnement, Livre V - titre IV, relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- VU le code de l'environnement, Livre I - titre II, relatif à l'information et participation des citoyens ;
- VU la loi n° 92.646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 53.578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 93.1410 du 29 décembre 1993 fixant les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets ;
- VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU les circulaires du 28 mai 1996 et du 23 avril 1999 de Mme la Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement relative aux garanties financières pour les installations de stockage de déchets ;
- VU la circulaire ministérielle du 26 septembre 1975 relative aux stations de transit de résidus urbains ;
- VU l'arrêté préfectoral du 28 février 1986 autorisant le SICTOM SUD OUEST à exploiter à LE HOUGA une usine de broyage et une décharge d'ordures ménagères ;
- VU l'arrêté préfectoral du 28 février 1986 autorisant un dispositif de rejets dans le milieu naturel (ruisseau de Bernets au lieu-dit « Pontac » sur la commune de LE HOUGA) ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire à l'arrêté du 28 février 1986, en date du 2 août 2001 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de déchets ménagers par le SMDTOMA précédemment exploitée par le SICTOM OUEST et fixant les garanties financières ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 juillet 1998 approuvant le Plan Départemental d'Elimination des déchets et assimilés du Gers ;

VU les avis favorables de la commission consultative du Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés en date du 25 septembre 2002 et du Conseil Départemental d'Hygiène du 21 novembre 2002 portant sur le projet de révision de ce même plan ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2003 portant création d'une commission locale d'information et de surveillance pour l'installation de stockage de déchets ménagers sise à LE HOUGA ;

VU le dossier de demande d'autorisation déposé par le SMDTOMA le 18 décembre 2006 et complété le 30 janvier 2007 ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 mai 2007 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique qui s'est déroulée du 13 juin au 13 juillet 2007 ;

VU les avis favorables des conseils municipaux appelés à se prononcer :

- LE HOUGA : avis favorable le 14 juin 2007 ;
- LUPPE-VIOLLES le 18 juillet 2007 ;
- VERGOIGNAN le 18 juillet 2007 ;

VU les avis favorables émis le 21 mai 2007 par M. le directeur départemental de l'équipement, le 13 août 2007 par M. le directeur du service départemental de l'architecture et du patrimoine, le 22 mai 2007 par M. le directeur départemental du travail de l'emploi et de la formation professionnelle et le 7 juin 2007 par M. le responsable régional de l'institut national de l'origine et de la qualité (INAO) ;

VU les avis favorables avec réserves émis le 23 juillet 2007 de M. le chef de service de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, le 10 juillet 2007 par M. le Directeur Régional de l'Environnement et le 13 juin 2007 par M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours ;

VU le rapport et l'avis favorable avec réserves du commissaire enquêteur en date du 13 août 2007 ;

VU l'ensemble des pièces complémentaires produites par le SMDTOMA en réponse au commissaire enquêteur, à la DIREN, à la DDASS ;

VU le rapport de M. le DDASS en vue de la consultation du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) ;

VU l'avis favorable émis par le CODERST dans sa séance du 3 octobre 2007 ;

CONSIDERANT que le Plan Départemental d'Elimination des déchets ménagers et assimilés du Gers sus visé intègre le site de LE HOUGA comme l'un des trois sites retenus sur le département du Gers ;

CONSIDERANT que l'augmentation de 14 000 tonnes à 25 000 tonnes de la quantité de déchets à traiter autorisée annuellement s'inscrit dans le cadre d'une répartition de la masse des déchets produits dans le département du Gers sur les 3 sites retenus dans le projet de révision du Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (Moncorneil-Grazan, Pavie, Le Houga) ;

CONSIDERANT que l'installation de déchets non dangereux de LE HOUGA n'est pas conforme aux normes en vigueur, en particulier :

- l'aménagement et le mode d'exploitation de la zone exploitée
- la gestion des eaux et des lixiviats
- le contrôle de l'admission des déchets ;

CONSIDERANT que sa mise en conformité répondra, par le biais du présent arrêté, aux exigences de l'arrêté du 9 septembre 1997 modifié, notamment par :

- la création d'un casier étanche, subdivisé en alvéoles de petite taille, permettant de mieux maîtriser les écoulements d'eau et la production minimale de lixiviats ;
- l'installation de dispositif de pesée, d'admission et de détection de la radioactivité permettant d'assurer un contrôle efficace des déchets apportés ;

CONSIDERANT que le procédé technique de traitement des lixiviats choisi par le SMDTOMA est un procédé performant entraînant un rejet d'eau compatible avec les usages du ruisseau de Bernets et assurant ainsi une bonne protection du milieu hydraulique environnant ;

CONSIDERANT que les observations développées pendant l'enquête publique peuvent être regroupées en 4 thèmes principaux :

- hydrologie : des précisions sont demandées sur le dispositif de rejet y compris la situation de l'unité de traitement et du bassin de stockage d'eaux épurées de 1500 m³ ;
- servitude : nécessaire pour le passage des eaux avant rejet dans le ruisseau de Bernets ;
- réserve incendie : précision sur son implantation ;
- impact olfactif : demande de réduction des nuisances olfactives ;

CONSIDERANT que les suppléments de dossier fournis au commissaire enquêteur et à la DDASS répondent aux interrogations formulées et complètent le dossier ;

CONSIDERANT que le SMDTOMA a ainsi apporté les réponses et garanties suivantes :

- engagement du SMDTOMA de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la fois pour la mise en conformité et pour l'exploitation actuelle et future du site, notamment pour le traitement des lixiviats et les contrôles de l'impact des rejets sur le milieu récepteur et pour les dispositions prises pour réduire l'impact olfactif (incinération du biogaz et recouvrement des déchets) ;
- instauration de servitudes dans la bande des 200 m autour du casier ;

CONSIDERANT que :

- le mode d'exploitation par alvéoles de petite taille, réhabilitées au fur et à mesure de leur comblement ;
- les nombreux contrôles prescrits par l'arrêté des prescriptions techniques ;
- le traitement poussé des lixiviats conduisant à une meilleure maîtrise de l'impact de cette installation sur l'environnement

constituent une nette amélioration des conditions d'exploitation par rapport à la situation actuelle.

CONSIDERANT que des réponses argumentées ont été apportées par le SMDTOMA aux réserves émises par la DIREN, notamment celle relative à l'aménagement paysager ;

CONSIDERANT que les observations ou réserves émanant du SDIS relatives à la sécurité incendie ont été intégrées dans l'arrêté des prescriptions techniques ;

CONSIDERANT que les observations ou réserves émanant de la DDAF relatives notamment à la protection du cours d'eau de Bernets ont été intégrées dans l'arrêté des prescriptions techniques ;

CONSIDERANT que le commissaire enquêteur, après examen des pièces complémentaires fournies par le SMDTOMA, a émis un avis favorable avec réserves mais qui ont fait l'objet de prescriptions techniques fixées dans le projet d'arrêté préfectoral pour les points suivants :

- dispositifs anti-odeurs pendant le chantier ;
- vérification de l'absence de nuisances olfactives pendant l'exploitation ;
- vérification de l'étanchéité passive du casier ;
- surveillance de l'impact sur les eaux souterraines et superficielles ;
- vérification de l'admission des déchets ;

CONSIDERANT de ce fait que la demande du SMDTOMA présente toutes les garanties pour assurer la protection des intérêts cités à l'article L-511.1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de M le secrétaire général de la préfecture du Gers ;

ARRETE

Article 1

Le SMDTOMA est autorisé à poursuivre l'exploitation d'une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés dite du Pontac sur le territoire de la commune de LE HOUGA conformément aux plans annexés à la demande :

- Pendant les travaux de mise en conformité et d'extension :
 - selon les prescriptions des arrêtés du 28 février 1986 modifiés par l'arrêté du 2 août 2001 à l'exception de l'article 11 relatif au broyage des déchets qui est abrogé ;
 - selon les articles d'application immédiate de l'arrêté des prescriptions techniques annexé au présent arrêté visés à l'article 3 ;
- Après mise en conformité et conformément au dossier joint à la demande selon les prescriptions techniques annexées au présent arrêté.

Cette activité est soumise à autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, telles que définies sous la rubrique n° 322.B, 2° de la nomenclature.

Article 2

La capacité annuelle de déchets à stocker est portée à 25 000 tonnes selon les modalités de l'article 2 de l'arrêté annexé fixant les prescriptions techniques et après accomplissement des formalités édictées à l'article 10 de ce même arrêté, relatives à la fin des travaux de mise en conformité.

La fin d'autorisation d'exploiter est fixée à la saturation de la capacité du casier telle qu'indiquée à l'article 2 de l'arrêté fixant les prescriptions techniques.

Article 3 - Délais d'application et de mise en conformité

Les prescriptions techniques annexées au présent arrêté seront mises en œuvre selon l'échéancier suivant :

- les travaux ou prescriptions prévus aux articles suivants :
Art. 1, 2, 3, 5 à 7, 9, 12, 14, 16 à 23, 25 à 29, ainsi que le titre VII relatif aux garanties financières devront être réalisés au plus tard un an et demi après la notification du présent arrêté.
- les travaux ou prescriptions prévus aux articles suivants :
Art. 8, 22 et 23 devront être réalisés au plus tard deux ans après la notification du présent arrêté.
- les travaux ou prescriptions prévus au titre VI seront applicables après la fermeture du site.

Les articles 4, 10 dernier alinéa, 11, 13, 15 et 24 ainsi que le titre VIII sont d'application immédiate.

Article 4

Les dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, prises en application du livre II du code du travail, sont et demeurent applicables.

Article 5

Toute modification, transformation..., apportées à la nature des activités ou à l'état des lieux, doivent faire l'objet d'une déclaration ou demande d'autorisation à l'autorité préfectorale.

Article 6

Les droits des tiers sont expressément réservés.

Article 7

Le SMDTOMA devra se conformer aux prescriptions qui pourraient lui être ultérieurement ordonnées par l'administration et qui pourraient être jugées nécessaires pour sauvegarder l'hygiène, la santé et la sécurité des tiers ou protéger la nature et l'environnement.

Article 8

Tout incident grave ou accident devra être immédiatement signalé à l'inspecteur des installations classées, à qui l'exploitant remettra dans les plus brefs délais un rapport précisant les circonstances et les causes de l'incident ou accident, ainsi que les mesures envisagées pour éviter le renouvellement d'un tel fait, conformément aux dispositions prévues à l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 9 - Délai et voie de recours

La présente autorisation ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Pau (64 010) Cours Lyautey BP 543.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Pour les tiers, il est de 4 ans à compter de sa publication.

Article 10

Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la mairie du HOUGA ainsi qu'à la préfecture du Gers, Bureau de l'Environnement où elle sera tenue à la disposition de toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions édictées, sera affiché en mairie de LE HOUGA, VERGOIGNAN et LUPPE-VIOLLES pendant une durée minimum d'un mois par les soins du maire et en permanence, de façon visible, dans l'établissement par l'exploitant.

Un avis annonçant la présente autorisation sera inséré dans deux journaux aux frais du SMDTOMA.

Article 11

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gers, M. le sous préfet de CONDOM, MM. les maires de LE HOUGA, VERGOIGNAN et LUPPE-VIOLLES, M. le directeur départemental de l'équipement, M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Auch, le **15 OCT. 2007**
Pour le Préfet,
Le secrétaire général,



M.LI

Sébastien JALLET.

INSTALLATION DE STOCKAGE ET STATION DE TRANSIT
DE DECHETS NON DANGEREUX de PONTAC
à LE HOUGA

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES
annexées à l'arrêté préfectoral du... **15 OCT. 2007**

TITRE 1 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

Article 1 – Zone d'exploitation autorisée – ces travaux ou prescriptions devront être réalisés au plus tard un an et demi après la notification du présent arrêté.

L'exploitation de l'installation de stockage de déchets ménagers et assimilés est autorisée sur les parcelles suivantes du plan cadastral de la commune du HOUGA, section C4.

N^{os} : 540, 541, 543, 546, 547, 548, 548a, 549, 575, 576, 580, 584, 585, et 670.

⇒ stockage des déchets sur parcelles, en totalité ou en partie, n^{os} : 543, 546, 547, 548a, 670 et 584.

⇒ bassins de stockage des eaux de ruissellement des lixiviats, et installations de traitement des lixiviats et biogaz sur parcelles, en totalité ou partie, n^{os} : 576 et 584.

Les autres parcelles seront destinées aux voies de circulation, aires de manœuvre et d'isolement, bâtiments d'exploitation, stockage de terre et autres matériaux inertes de recouvrement, réhabilitation pour le secteur exploité antérieurement.

Article 2 – Limites de stockage - ces travaux ou prescriptions devront être réalisés au plus tard un an et demi après la notification du présent arrêté.

2.1 – Capacité

La capacité maximale de stockage des déchets est de 524 000 m³ après compactage pour une masse maximale de 594 000 tonnes, dont 160 000 m³ étaient déjà stockés à la date de la demande d'autorisation.

La capacité annuelle maximale de stockage est de 25 000 m³ après compactage pour une masse maximale de 28 250 tonnes.

2.2 – Superficies mises en œuvre et hauteur de déchets

La surface d'exploitation est constituée d'un casier de 56 175 m², subdivisé en 17 alvéoles de 3300 m².

La hauteur maximale du casier après réhabilitation est fixée à 18,75 m au dessus du point bas du fond de forme.

Cependant, lors de la fermeture des alvéoles, une majoration de 10 % de cette hauteur est autorisée pour compenser le tassement progressif des déchets au fil du temps.

Article 3 – Admission des déchets - ces travaux ou prescriptions devront être réalisés au plus tard un an et demi après la notification du présent arrêté.

Pour être admis dans l'installation, ces déchets devront satisfaire :

- . à la procédure d'information ou d'acceptation préalable,
- . au contrôle à l'arrivée sur le site.

L'inspecteur des installations classées pourra demander toutes justifications sur la composition des déchets reçus dans l'installation et faire procéder à leur analyse en vue de vérifier leur nature.

3.1 – Nature des déchets admis sur le site

Les déchets qui pourront être stockés sur le site sont les déchets suivants : les déchets municipaux, les déchets non dangereux de toute autre origine et les déchets d'amiante lié.

3.2 – Nature des déchets interdits

Les déchets suivants ne peuvent être admis :

- . déchets dangereux définis par le décret en Conseil d'Etat pris en application de l'article L.541.24 du code de l'environnement,
- . déchets d'activités de soins et assimilés à risques infectieux,
- . les substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et de développement ou d'enseignement et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus (par exemple, déchets de laboratoires, etc,...),
- . déchets radioactifs, c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection,
- . déchets contenant plus de 50 mg/kg de PCB,
- . déchets d'emballages visés par le décret n° 94.609 du 13 juillet 1994,
- . déchets qui, dans les conditions de mise en décharge, sont explosibles, corrosifs, comburants, facilement inflammables ou inflammables, conformément aux définitions du décret en Conseil d'Etat pris en application de l'article L.541.24 du code de l'environnement,
- . déchets dangereux des ménages collectés séparément,
- . déchets liquides (tout déchet sous forme liquide, notamment les eaux usées, mais à l'exclusion des boues) ou dont la siccité est inférieure à 30 %.

Article 4 – Origine géographique des déchets

L'installation de Pontac ne pourra accueillir que des déchets provenant des adhérents du SMDTOMA ou d'origine gersoise, et prioritairement ceux de la partie OUEST du département.

TITRE II – AMENAGEMENTS

Article 5 – Aménagements généraux - ces travaux ou prescriptions devront être réalisés au plus tard un an et demi après la notification du présent arrêté.

5.1 – L'ensemble de la zone autorisée sera entouré d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur minimale de deux mètres, empêchant l'accès au site.

Un portail fermant à clé interdira l'accès de l'installation en dehors des heures d'ouverture.

5.2 – Un panneau de signalisation en matériau résistant, situé à l'entrée, portera de façon indélébile le nom de l'exploitant, le numéro et la date de l'arrêté d'autorisation et les heures d'ouverture.

5.3 – Une aire de dételage – déchargement – chargement des bennes, un pont-basculé à pesée automatique et un portique de contrôle de la radioactivité seront mis en place à l'entrée du site. Une aire réservée à l'isolement du chargement ou des déchets en cas de détection de radioactivité sera également aménagée.

5.4 – L'activité de l'installation ne devra pas nuire à la propreté de la voirie extérieure. Pour ce faire, une aire de lavage des pneus des camions sera aménagée et les eaux usées traitées selon la réglementation en vigueur.

5.5 – L'accès au site à partir de la voirie communale du HOUGA et la départementale 169 sera maintenu et réglementé selon l'avis des services compétents.

5.6 – Les voies de circulation intérieure, les accès à l'installation et l'entretien de la voirie devront permettre la circulation des véhicules par tous les temps.

5.7 – Aménagements paysagers

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble du site, des installations et des bâtiments est maintenu propre et entretenu en permanence, notamment la voirie.

Des plantations sont réalisées sur le site afin d'assurer à l'ensemble une bonne intégration paysagère. Des aménagements sont mis en place pour permettre le maintien des espèces présentes sur le site. L'emploi de pesticides est interdit sauf pour la lutte pour la dératisation et la pratique des fauchages devra être tardive afin de favoriser les habitats de la faune locale.

Il sera procédé à la végétalisation du dôme recouvrant le stock de déchets existant dans la partie ouest du stockage.

Article 6 – Aménagement de la zone d'exploitation - ces travaux ou prescriptions devront être réalisés au plus tard un an et demi après la notification du présent arrêté.

Les alvéoles et les ouvrages annexes sont réalisés conformément aux plans d'implantation figurant dans le dossier de demande d'autorisation.

6.1 – Zone de stockage des déchets

Le casier de 56 175 m² destiné à recevoir les déchets, subdivisé en 17 alvéoles sera conçu, réalisé et entretenu de manière à ce que le massif des déchets soit stable et ne soit pas à l'origine de pollution des eaux souterraines ou de surface. L'étanchéification du casier concerne aussi bien le fond de forme que les flancs.

Les déchets existants seront déplacés dans la partie ouest préalablement étanchée tandis que la partie centrale sera étanchée et aménagée de façon à constituer les premières alvéoles à mettre en service. Les autres alvéoles se succéderont d'abord dans cette partie centrale puis vers l'EST au fur et à mesure du remplissage de l'alvéole précédente.

6.2 – Barrières de sécurité passive et active

La barrière de sécurité passive est constituée par le substratum du site auquel il sera rajouté une couche d'argile d'un mètre d'épaisseur mélangée avec de la bentonite (ou équivalent) compactée à une teneur en eau optimale qui sera déterminée par des essais au cours de sa mise en place. Le dispositif mis en place fera l'objet d'un contrôle de la perméabilité par un laboratoire spécialisé afin de vérifier que la perméabilité sera inférieure à 10⁻⁹m/s.

La barrière de sécurité active est constituée, du bas vers le haut, par une géomembrane, ou tout dispositif équivalent, surmontée d'une couche de drainage. Cette dernière est constituée de bas en haut :

- d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal ;
- d'une couche drainante, d'épaisseur supérieure ou égale à 0,5 m, ou tout dispositif équivalent.

Article 7 – Aménagements relatifs à la prévention de la pollution des eaux - ces travaux ou prescriptions devront être réalisés au plus tard un an et demi après la notification du présent arrêté.

7.1 – Eaux de ruissellement

L'exploitant mettra en place un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement en provenance de l'extérieur d'atteindre la zone d'activité.

Les eaux de ruissellement intérieures du site, s'écoulant sur le terrain naturel, les zones aménagées ou réhabilitées, sans contact avec les déchets, seront dirigées vers le même fossé de

ceinture. Les busages mis en place à cet effet seront situés dans la couche inférieure de la barrière passive (au delà d'1 m de profondeur par rapport à la barrière active)

Ce réseau sera dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale d'une durée de 24 heures. Ces eaux seront rejetées dans un dispositif de stockage et de sédimentation, constitué d'1 bassin étanche d'une capacité minimale totale de 4 500 m³.

Après contrôle analytique, ces eaux seront déversées à l'aval du bassin d'eaux pluviales dans une zone marécageuse boisée rejoignant 450 m plus loin le ruisseau de Bernets.

Un dispositif permettant la mesure de la hauteur d'eau, telle une échelle limnimétrique ou tout autre système, et la maîtrise des débits de déversement sera mis en place.

Les bassins seront aménagés pour permettre l'accès aux camions et pour la réalisation des prélèvements. Ils seront conçus pour pouvoir transférer, en cas de pollution accidentelle, les eaux qu'ils renferment vers le dispositif de traitement des lixiviats.

7.2 – Lixiviats

Les eaux de ruissellement en contact avec les déchets et les lixiviats du casier seront après drainage stockés dans un bassin étanche de 3 500 m³.

Ce bassin sera aménagé pour permettre l'accès aux camions et pour réaliser des prélèvements.

Les lixiviats seront traités sur le site par un procédé d'épuration tel que décrit dans le dossier de demande d'autorisation.

Cette unité traitera 1,3 m³/h et comprendra notamment une épuration biologique aérobie, une filtration performante sur membranes suivies d'une filtration sur charbon actif en grains.

Elle sera conçue de manière à faire face à la composition des lixiviats et aux variations de température.

7.3 – Dispositif de rejet des eaux épurées et des eaux pluviales

Les lixiviats après traitement rejoignent un bassin tampon de 1500 m³ puis sont rejetées à l'aval du site, avec toutes les eaux pluviales dans une zone boisée marécageuse rejoignant 450 m plus loin le ruisseau de Bernets. La vidange de ce bassin est autorisée hors période d'étiage à un débit maximal de 2 m³/h.

Cette zone marécageuse, propriété du SMDTOMA, sera conservée en l'état, la végétation constituée d'essences indigènes sera maintenue jusqu'à la confluence avec le ruisseau de Bernets. Entre cette zone marécageuse et le ruisseau de Bernets, le SMDTOMA devra établir une servitude définissant les conditions d'écoulement de l'eau.

Le point de contrôle des rejets est situé à l'amont du bassin tampon de 1500 m³ tandis que l'impact des rejets sur l'environnement sera réalisé dans la zone de confluence avec le ruisseau de Bernets.

Article 8 – Aménagements relatifs à la collecte et au traitement du biogaz - ces travaux ou prescriptions devront être réalisés au plus tard deux ans après la notification du présent arrêté.

Le réseau de drainage du biogaz devra être mis en place lors de la réhabilitation de la zone en fin d'exploitation telle que précisée à l'article 9 et dès le comblement de chaque alvéole.

Ce réseau de drainage sera constitué :

- de 17 puits de collecte sur le casier, montés à la fin du comblement des alvéoles.
- d'un drainage horizontal en surface des déchets réalisé à l'avancement de l'enfouissement des déchets puis relié au puits central. Ces drains seront répartis dans une couche drainante d'une épaisseur minimale de 30 cm, qui sera recouverte d'un écran semi-perméable en matériau argileux d'une épaisseur de 1 m.

Les gaz seront détruits par combustion dans une torchère à allumage automatique, dont la température sera d'au moins 900° C.

L'ensemble de l'équipement de mise en dépression et de la torchère sera installé sur une aire bétonnée, clôturée et fermée à clef.

Titre III – EXPLOITATION

Article 9 – Formalités préalables à l'exploitation - ces travaux ou prescriptions devront être réalisés au plus tard un an et demi après la notification du présent arrêté.

Avant le début des opérations de stockage, l'exploitant doit informer le préfet de la fin des travaux d'aménagement par un dossier technique réalisé par un organisme tiers établissant la conformité aux conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.

Il procède également à l'information préalable telle que définie à l'article 25.2.

L'inspecteur des installations classées, procède avant tout dépôt de déchets, à une visite du site afin de s'assurer qu'il est conforme aux dispositions pré citées.

Un relevé topographique du site est également adressé à l'inspecteur des installations classées.

Article 10 – Mise en exploitation - ces travaux ou prescriptions devront être réalisés au plus tard un an et demi après la notification du présent arrêté.

L'exploitation du casier devra être réalisée conformément aux dispositions suivantes :

- Les 17 alvéoles seront exploitées en 8 phases, les alvéoles seront fermées dès leur remplissage par une couverture provisoire de 0,30 m minimum.
La partie centrale comprendra les alvéoles 1 à 10. A l'issue de la 10^{ème} alvéole, l'ensemble des alvéoles sera recouvert d'une couche semi-perméable et végétalisée comme indiqué à l'article 29.
- La partie EST comprendra les alvéoles 11 à 17. A l'issue de la 17^{ème} alvéole, l'ensemble des alvéoles sera recouvert d'une couche semi-perméable et végétalisée comme indiqué à l'article 29.

Prescription d'application immédiate :

- Les déchets seront entièrement recouverts par des matériaux inertes au moins chaque fin de semaine ; ce recouvrement sera réalisé aussi souvent que nécessaire pour empêcher tout risque d'incendie, limiter les envols et prévenir les nuisances olfactives.
- La quantité minimale de matériau de recouvrement et de lutte contre l'incendie telle que précisée à l'article 25 toujours disponible sur le site doit être au moins égale à quinze jours d'exploitation.

Article 11 – Surveillance, gardiennage et entretien

L'entrée du site sera surveillée et gardée pendant les heures d'exploitation. Elle sera fermée à clé en dehors de ces heures.

L'exploitant devra assurer en permanence la propreté du site et des abords des installations. Il veillera notamment à la propreté des voies publiques d'accès au site (éviter la présence de terre et de déchets sur ces voies).

Article 12 – Plan d'exploitation - ces travaux ou prescriptions devront être réalisés au plus tard un an et demi après la notification du présent arrêté.

L'exploitant doit tenir à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage, plan mis à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Un relevé topographique, accompagné d'un document décrivant la surface occupée par les déchets, le volume et la composition des déchets et comportant une évaluation du tassement des déchets et des capacités disponibles restantes, doit être réalisé tous les ans. Une copie est transmise à l'inspecteur des installations classées.

Article 13 – Horaires de fonctionnement

L'installation pourra fonctionner du lundi au samedi (exceptionnellement le dimanche), selon les horaires affichés à l'entrée du site et fixés par l'exploitant.

Article 14 – Prévention des envols - ces travaux ou prescriptions devront être réalisés au plus tard un an et demi après la notification du présent arrêté.

Les modalités de mise en place des déchets et leur compactage immédiat devront prévenir les envols. Les déchets seront recouverts au moins une fois par semaine avec des matériaux inertes (terre) dont le stock est visé aux articles 10 et 25.

En particulier, sera mis en place un système de filets au niveau de l'alvéole en cours d'exploitation.

En tout état de cause, l'exploitant devra faire procéder à un ramassage journalier de tous déchets en dehors des casiers, à l'intérieur comme à l'extérieur du site autorisé.

Article 15 – Lutte contre les animaux

L'exploitant prendra les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des rongeurs, des insectes et des oiseaux. Dans le cas d'espèces protégées d'oiseaux, cette lutte devra être réalisée dans le respect des textes relatifs à la protection des espèces.

Les factures ou contrats passés avec des entreprises spécialisées seront conservés et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée minimale de 2 ans.

Article 16 – Collecte et traitement des lixiviats - ces travaux ou prescriptions devront être réalisés au plus tard un an et demi après la notification du présent arrêté.

16.1 – Collecte des lixiviats

Les lixiviats seront acheminés gravitairement vers le bassin de stockage de façon à ce que la charge hydraulique n'excède pas 30 cm en fond de casier. Au delà de cette hauteur, un pompage sera mis en place.

Le pompage des lixiviats devra être effectué de manière à maintenir en permanence une capacité disponible dans le bassin de stockage permettant de faire face aux défaillances exceptionnelles.

16.2 – Traitement des lixiviats

Les installations de traitement sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter. Elles seront correctement entretenues.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de son bon fonctionnement doivent être vérifiés et mesurés régulièrement et feront l'objet d'une télésurveillance avec report d'alarme auprès de l'exploitant.

Les déchets issus de cette unité de traitement (boues de rétentats et charbon actif en grains) seront admis sur le site de stockage de telle manière qu'ils soient le moins exposés possible au phénomène de lixiviation.

La conduite et la maintenance des installations sont confiées à un personnel compétent et formé et fait l'objet de consignes écrites.

Les résultats, mesures et observations doivent être reportés sur un registre et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de défaillance de l'unité de traitement, ces lixiviats seront acheminés par citerne pour traitement jusqu'à une station d'épuration agréée ou réinjectés dans le massif des déchets, notamment en période sèche et chaude.

Le traitement en station d'épuration est subordonné à l'établissement d'une convention préalable passée entre l'exploitant de l'installation de stockage et le gestionnaire de la station d'épuration.

Les boues et résidus issus du traitement pourront être enfouis in situ par lots, après contrôle interne, dans le massif de déchets.

La dilution des lixiviats est interdite.

Article 17 – Prévention des nuisances sonores - ces travaux ou prescriptions devront être réalisés au plus tard un an et demi après la notification du présent arrêté.

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Les émissions sonores de l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après dans les zones où celle-ci est réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés.	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés.
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

En limite de la propriété, le niveau sonore maximum admissible ne devra pas dépasser les valeurs suivantes :

- Période de jour : de 7 h à 22 h tous les jours sauf dimanche et jours fériés : 70 dB(A).
- Période de nuit : de 22 h à 7 h tous les jours ainsi que le dimanche et les jours fériés : 60 dB(A).

L'inspecteur des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne de mesure par un organisme indépendant, aux frais de l'exploitant.

Les véhicules et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation devront être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 18 – Prévention des odeurs - ces travaux ou prescriptions devront être réalisés au plus tard un an et demi après la notification du présent arrêté.

L'exploitant prendra toutes les mesures nécessaires pour lutter contre le dégagement d'odeurs, notamment par la récupération du biogaz et sa destruction ainsi que le recouvrement des déchets au moins une fois par semaine avec des matériaux inertes (terre) dont le stock est visé aux articles 10 et 25.

L'inspecteur des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation.

TITRE IV – CONTROLE ET AUTO-SURVEILLANCE

Article 19 – Admission des déchets - ces travaux ou prescriptions devront être réalisés au plus tard un an et demi après la notification du présent arrêté.

19.1 – Contrôle de la nature, des quantités et de l'origine des déchets

Toute livraison de déchets devra être pesée impérativement à l'entrée du site. Leur origine devra être vérifiée.

Tout chargement de déchets non conformes sera impérativement refusé et l'inspecteur des installations classées devra être immédiatement informé.

L'exploitant vérifiera, au moment du déversement des déchets dans le casier, que ceux-ci sont explicitement conformes au présent arrêté préfectoral.

19.2 – Contrôle de non radioactivité

Le contrôle de la radioactivité des chargements sera effectué à l'entrée sur le site, avant déversement des déchets, par passage des camions sur un dispositif fixe prévu à cet effet.

Les déchets réceptionnés ne doivent pas être à l'origine, tant pour le public que pour les travailleurs, d'une exposition aux rayonnements ionisants de plus de 1 mSv/an ou de 0,5 µSv/h sur la base d'une exposition de 2000 h/an, ceci sans qu'il soit besoin de mettre en œuvre des dispositions particulières de protection.

Le réglage du seuil de détection et les démarches à suivre en cas de détection (isolement du chargement, mesures complémentaires par un organisme spécialisé, détermination du périmètre d'isolement, réseau d'alerte, devenir du déchet radioactif) seront consignés dans une procédure établie par l'exploitant préalablement à la mise en service du dispositif de contrôle.

Cette procédure sera validée par l'inspecteur des installations classées.

19.3 – Suivi des apports

L'exploitant devra tenir à jour en permanence et à la disposition de l'Inspecteur des installations classées un registre d'admission dans lequel seront consignés pour chaque livraison de déchets :

- 1 – le tonnage et la nature des déchets,
- 2 – l'origine des déchets,
- 3 – date et heure de pesée,
- 4 – le site de transit de provenance du véhicule,
- 5 – l'identité du transporteur,
- 6 – le numéro d'immatriculation du véhicule,
- 7 – les anomalies constatées,
- 8 – la zone de mise en dépôt dans le casier.

Article 20 – Suivi des rejets, ces travaux ou prescriptions devront être réalisés au plus tard un an et demi après la notification du présent arrêté

L'exploitant mettra en œuvre le programme de surveillance de ses rejets prévu par le présent arrêté, jusqu'à l'achèvement de la phase de réhabilitation du site. Les résultats des mesures réalisées selon les méthodes de référence ou les bonnes pratiques en la matière, seront transmis au fur et à mesure à l'inspection des installations classées, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées .

Au moins une fois par an, les mesures précisées par le programme de surveillance devront être effectuées par un organisme agréé par le Ministre chargé de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant pendant une durée d'au moins 5 ans.

Article 21 – Contrôle des eaux - ces travaux ou prescriptions devront être réalisés au plus tard un an et demi après la notification du présent arrêté.

Un suivi quotidien de la hauteur des précipitations sera réalisé ; le volume de lixiviats contenus dans le bassin de sédimentation sera contrôlé au moins une fois par semaine.

21.1 – Point de rejet

Dès la mise en service de l'unité de traitement des lixiviats, les effluents épurés seront canalisés par une conduite étanche avant d'être rejetés immédiatement à l'aval (cet endroit constitue le point de rejet soumis à contrôle) pour ensuite parvenir à travers une zone boisée marécageuse 450 m plus loin, le ruisseau de Bernets.

Un canal de rejet sera installé permettant la mesure de débit, de la température et du pH ainsi que des prises d'échantillons par préleveur automatique.

21.2 – Normes de rejet

Après traitement et avant rejet dans le milieu naturel, les effluents doivent respecter les normes suivantes :

débit : 2 m³/h

pour un échantillon moyen journalier :

Paramètres	Normes de rejets
pH	compris entre 6 et 9
MEST (mg/l)	35
COT (mg/l)	70
DBO ₅ (mg/l)	30
DCO (mg/l)	125
NH ₄ (mg/l NH ₄)	27
P (mg/l)	10
Hydrocarbures totaux (mg/l)	10
Phénols (mg/l)	0,1
CN (mg/l)	0,1
F (mg/l)	15
As (mg/l)	0,1
Cd (mg/l)	0,2
Cr ⁺⁶ (mg/l)	0,1
Hg (mg/l)	0,05
Pb (mg/l)	0,5
AOX (µg/l)	1000
Métaux totaux (mg/l) (Al, Cd, Cr, Cu, Fe, Hg, Mn, Ni, Pb, Sn, Zn)	15

21.3 – Autosurveillance

→ L'exploitant procède ou fait procéder, à ses frais, en période de fonctionnement des installations à l'entrée de l'unité de traitement et au rejet des effluents traités à :

- des mesures quotidiennes des paramètres suivants :
débit, t°, pH
- des analyses hebdomadaires des paramètres suivants :
Conductivité, Ammonium, DCO

→ L'exploitant procède ou fait procéder au rejet des effluents traités à des analyses trimestrielles des paramètres suivants :

MES, COT, DBO5, DCO, NH4, P, Hydrocarbures totaux, Phénols, CN, F, As, Cd, Cr⁶⁺, Hg, Pb, AOX, Métaux totaux (Al, Cd, Cr, Cu, Fe, Hg, Mn, Ni, Pb, Sn, Zn).

Les analyses trimestrielles sont obligatoirement réalisées par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de l'environnement.

21.4 – Boues et résidus

- La siccité des boues issues du traitement par évaporation des lixiviats sera mesurée préalablement à tout dépôt dans le massif de déchets.

Les autres résidus solides issus du traitement des lixiviats sont admissibles sur le site de stockage des déchets dès lors qu'ils entrent dans la catégorie des déchets non dangereux.

21.5 – Eaux de ruissellement intérieures au site

Les eaux de ruissellement contenues dans les bassins de stockage non susceptibles d'être entrées en contact avec les déchets feront l'objet d'un contrôle avant déversement dans le milieu naturel (zone marécageuse en amont du ruisseau de Bernets).

L'exploitant établira une procédure à respecter pour la réalisation des échantillons, qui sera validée par l'inspecteur des installations classées.

Les valeurs limites suivantes devront être respectées :

Matières en suspension totale (MEST)	< 35 mg/l
Carbone organique total (COT)	< 70 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	< 125 mg/l
Demande biochimique en oxygène (DBO ₅)	< 30 mg/l
Azote global	Concentration moyenne mensuelle < 30 mg/l
Phosphore total	Concentration moyenne mensuelle < 10 mg/l
Phénols	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Métaux totaux, dont :	< 15 mg/l
Cr ⁶⁺	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Cd	< 0,2 mg/l
Pb	< 0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Hg	< 0,05 mg/l
As	< 0,1 mg/l
Fluor et composés (en F)	< 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j
CN libres	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Hydrocarbures totaux	< 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	< 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j

NB : Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

En cas de dépassement de ces valeurs limites, les eaux de ruissellement seront envoyées vers le système de traitement des lixiviats, tel que défini à l'article 17.

21.6 – Impact sur la qualité du milieu récepteur

L'objectif de qualité à atteindre pour le ruisseau de Bernets est celui de l'Izaute fixé par le Schéma Directeur et d'Aménagement des Eaux (SDAGE)

Les eaux du ruisseau de Bernets, feront l'objet d'un contrôle trimestriel sur un point après la confluence du rejet.

Les analyses suivantes seront effectuées :

pH, conductivité, DBO₅, DCO, MES, NH₄⁺, Cl⁻, Pb et Zn.

L'exploitant procédera, à ses frais, à une campagne annuelle d'inventaire IGBN (Indice Biologique Global Normalisé) sur le ruisseau en 2 endroits : en amont et à l'aval du premier ruisseau permanent ainsi qu'à l'aval de la zone marécageuse avant confluence avec le ruisseau des bernets (Cf. plan joint en annexe), selon un protocole qui devra être validé par le service chargé de la police de l'eau.

Ce suivi pourra être adapté à l'issue d'une période de 3 ans au vu des résultats d'analyses qui devront figurer dans les rapports d'exploitation annuels.

Les résultats de ce suivi seront adressés annuellement au service en charge de la police de l'eau.

21.7 – Eaux souterraines

L'exploitant installera autour de l'exploitation au minimum 2 piézomètres placés à l'aval (LH5 et LH6) et un situé en amont hydraulique (LH1).

Pour chacun des puits de contrôle, il doit être procédé à une analyse de référence sur les paramètres suivants :

un relevé initial du niveau d'eau éventuel

et les paramètres suivants :

→ analyses physico-chimiques : pH, conductivité, NO₂⁻, NO₃⁻, NH₄⁺, Cl⁻, SO₄²⁻, PO₄³⁻, K⁺, Na⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, Mn²⁺, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, DCO, AOX, PCB, HAP.

→ analyses biologiques : DBO₅

→ analyses bactériologiques : coliformes fécaux, coliformes totaux, streptocoques fécaux.

Afin de surveiller la qualité des eaux souterraines et jusqu'à l'achèvement de la phase de réhabilitation du casier, l'exploitant fera procéder trimestriellement pour chacun des 3 piézomètres, à un relevé du niveau d'eau éventuel, et s'il y a lieu aux analyses suivantes : pH, conductivité, DCO, NH₄⁺ et Zn.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré, l'analyse de ce paramètre est renouvelée et éventuellement complétée.

21.8 – Suivi des rejets

L'exploitant mettra en œuvre le programme de surveillance de ses rejets prévu par le présent arrêté, jusqu'à l'achèvement de la phase de réhabilitation du site. Les résultats des mesures réalisées selon les méthodes de référence, les procédures validées ou les bonnes pratiques en la matière, seront transmis au fur et à mesure à l'inspecteur des installations classées, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Au moins une fois par an, les mesures précisées par le programme de surveillance devront être effectuées par un organisme agréé par le Ministre chargé de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant pendant une durée d'au moins 5 ans.

Dans la cas où une dégradation significative de la qualité des eaux est observée, l'exploitant en accord avec l'inspecteur des installations classées et le service chargé de la police de l'eau, met en place des mesures correctives et de surveillance renforcée.

Article 22 – Contrôle du biogaz - ces travaux ou prescriptions devront être réalisés deux an et demi après la notification du présent arrêté.

Les alvéoles sont reliées au réseau de collecte et traitement du biogaz au fur et à mesure de leur comblement.

L'exploitant procède trimestriellement à des analyses de la composition du biogaz capté dans l'installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O.

La température de la flamme de la torchère, qui doit être au moins égale à 900° C, sera mesurée en continu et fera l'objet d'enregistrement ou d'un système de suivi régulier.

Les émissions de SO₂, CO, HCl et HF issues de la torchère feront l'objet d'une campagne annuelle d'analyses par un organisme extérieur compétent.

Les teneurs en CO et SO₂ ne devront pas dépasser les valeurs suivantes :

- CO < 150 mg/Nm³
- SO₂ < 50 mg/Nm³ en moyenne journalière.

Article 23 – Bilan hydrique - ces travaux ou prescriptions devront être réalisés au plus tard deux ans après la notification du présent arrêté.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation (pluviométrie, ensoleillement, relevé de la hauteur dans les puits, quantité d'effluents rejetés). Ce bilan est calculé annuellement et transmis en même temps que les résultats des analyses visées aux articles 20 et 21, à l'inspecteur des installations classées.

Article 24 – Information sur l'exploitation

24.1 – Les résultats des analyses doivent être consignés dans des registres et communiqués à l'inspection des installations classées selon les fréquences fixées par le présent arrêté.

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues aux titres III et IV ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation de l'installation de stockage dans l'année écoulée.

Le rapport de l'exploitant est également adressé à la Commission locale d'information et de surveillance.

L'exploitant informera immédiatement l'inspection des installations classées en cas d'accident et lui indiquera toutes les mesures prises à titre conservatoire.

24.2 – Conformément au décret du 29 décembre 1993 fixant les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets prévu à **l'article L-124.1 du code de l'environnement**, et à l'occasion de la mise en service de son installation, l'exploitant adresse au maire de la commune où elle est située un dossier comprenant les documents précisés à l'article 2 du décret précité.

L'exploitant l'adresse également à la commission locale d'information et de surveillance de son installation.

Il assure l'actualisation de ce dossier.

TITRE V – PREVENTION DES ACCIDENTS D'EXPLOITATION

Toutes les consignes de sécurité seront affichées en permanence sur le site.

Article 25 – Risques d'incendie - ces travaux ou prescriptions devront être réalisés au plus tard un an et demi après la notification du présent arrêté.

- Aucun déchet non refroidi, explosif ou susceptible de s'enflammer spontanément ne sera admis dans l'installation.

- Le brûlage de tous déchets à l'air libre est strictement interdit sur le site.

- Les abords du site doivent être débroussaillés de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie de la décharge vers l'extérieur ou inversement.

- Des moyens efficaces seront prévus pour lutter contre l'incendie, qui comprendront au minimum :

→ un extincteur dans tous les locaux (chantier, exploitation, traitement des lixiviats et biogaz),

→ des extincteurs portatifs équipant les engins de chantier,

→ la présence sur le site d'un poteau d'incendie normalisé débitant 17l/s sous un bar ou d'une réserve d'eau d'une capacité permanente de 550 m³, situé à moins de 200 m des circulations praticables par un camion de pompier,

→ une réserve d'au moins 100 m³ de matériaux inertes de couverture disponible en permanence,

→ une voie engin permettant en permanence l'accessibilité aux façades des locaux d'exploitation,

→ l'affichage de manière apparente dans les locaux d'exploitation des consignes d'incendie fixant :

. le nombre et l'emplacement des moyens de secours,

. le responsable de l'évacuation des occupants,

. les moyens d'alerte (téléphone et n° des secours).

Article 26 – Accès au site - ces travaux ou prescriptions devront être réalisés au plus tard un an et demi après la notification du présent arrêté.

- L'accès à l'installation pour les véhicules à partir de la route communale sera maintenu conformément aux prescriptions des services compétents.

- Le site est entièrement clôturé et l'accès fermé en dehors des périodes d'activité précisées aux articles 5 et 13.

- Les activités de tri des déchets, de chiffonnage et de récupération sont interdites sur la zone d'exploitation.

- L'entrée de toute personne dans l'installation ne se fera que sous la responsabilité du titulaire de l'autorisation.

Article 27 – Stockage de carburant - ces travaux ou prescriptions devront être réalisés au plus tard un an et demi après la notification du présent arrêté.

En cas de stockage sur le site, de carburant destiné au fonctionnement des engins d'exploitation, la citerne devra être munie d'une capacité de rétention étanche dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

→ 100 % de la capacité du plus grand réservoir,

→ 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Article 28 – Mesures d'hygiène et de sécurité pour le personnel - ces travaux ou prescriptions devront être réalisés au plus tard un an et demi après la notification du présent arrêté.

- Le personnel d'exploitation disposera d'un local de chantier et d'un local sanitaire.

- Le personnel disposera sur le site d'une trousse à pharmacie contenant les produits de premiers secours.

- Des moyens téléphoniques seront utilisables en permanence.

TITRE VI – SERVITUDES

Article 29 - Conformément à l'article L-515.12 du code de l'environnement et aux articles 24.1 à 24.8 du décret d'application du 21 septembre 1977 susvisé, l'exploitant propose au préfet un projet définissant les servitudes d'utilité publique à instituer sur tout ou partie de l'installation. Ce projet est remis au préfet avec la notification de la mise à l'arrêt définitif de l'installation, prévue par l'article 34.1 du décret d'application du 21 septembre 1977 susvisé.

Ces servitudes doivent interdire l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles doivent assurer la protection des moyens de captage et de traitement du biogaz, des moyens de collecte et de traitement des lixiviats et au maintien durable du confinement des déchets mis en place. Ces servitudes peuvent autant que de besoin limiter l'usage du sol du site.

TITRE VII – COUVERTURE DES PARTIES COMBLEES ET FIN D'EXPLOITATION

Article 30 – Couverture du casier - ces travaux ou prescriptions devront être réalisés au plus tard un an et demi après la notification du présent arrêté.

Dès le comblement de chaque alvéole, une couverture provisoire est mise en place.

Les travaux de réalisation du réseau de captage des gaz devront être réalisés au fur et à mesure du comblement des alvéoles.

Dès la réalisation de ce réseau, la couverture finale sera mise en place et devra présenter la configuration suivante, du bas vers le haut :

- une couche de terre de protection ;
- un géotextile anticontaminant ;
- un géotextile drainant le biogaz ;
- une couche de matériaux semi-perméable (10^{-6} m/s) de 30 cm d'épaisseur ou système équivalent ;
- un géotextile drainant les eaux pluviales ;
- une couche de terre végétale d'une épaisseur suffisante pour permettre la plantation d'une végétation favorisant l'intégration paysagère.

De plus, cette couverture doit présenter une pente d'au moins 3 % permettant de diriger les eaux de ruissellement vers les dispositifs de collecte.

Sur les pentes des talus profilés 1 hauteur pour 2 longueurs, le même dispositif sera installé avec un géotextile drainant les eaux pluviales spécifique à l'accroche des terres.

Une végétalisation de tous les terrassements devra être réalisée.

Article 31– Maintien des équipements

A la fin de la période d'exploitation, tous les aménagements et équipements non nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats sont supprimés et la zone de leur implantation remise en état.

La clôture du site est maintenue pendant au moins cinq ans. Les dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats, ainsi que tous les moyens nécessaires au suivi du site doivent cependant rester protégés des intrusions pendant toute la durée de leur maintien.

Article 32 – Gestion du suivi et surveillance après remise en état du site

32.1 – Plan du site après couverture

Toute zone couverte fait l'objet d'un plan général de couverture accompagné de plans de détails qui présentent :

- l'ensemble des aménagements du site,
- la position exacte des dispositifs de contrôle,
- la projection horizontale des réseaux de drainage,
- les courbes topographiques d'équidistance 5 mètres,
- les aménagements réalisés dans leur nature et leur étendue.

32.2 – Durée du programme de suivi

Un programme de suivi est prévu pour une période d'au moins 30 ans.

Cinq ans après le démarrage de ce programme, l'exploitant dresse un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale. Il fera aussi le point des éventuelles anomalies constatées, des mesures effectuées ou envisagées afin d'y remédier et de toute opération de maintenance réalisée ou envisagée.

Sur la base de ces documents, l'Inspection des installations classées pourra éventuellement proposer une modification du programme de suivi qui fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

32.3 – Programme de suivi :

32.3.1 – Suivi du biogaz

Les puits et le réseau de captage du biogaz seront maintenus en place et entretenus jusqu'à la fin du processus de fermentation. Un contrôle mensuel de leur bon fonctionnement sera assuré.

La température de la flamme de la torchère qui doit être égale à 900° C, sera mesurée en continu et fera l'objet d'un enregistrement ou d'un système de suivi régulier.

Le programme trimestriel défini à l'article 21 sera poursuivi à fréquence annuelle.

32.3.2 – Suivi des eaux de ruissellement

Les réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement à l'extérieur comme à l'intérieur du site seront maintenus en l'état et vérifiés tous les mois.

Les dispositions édictées à l'article 21.5 seront maintenues.

32.3.3 – Suivi des lixiviats

Le système de drainage, de pompage, stockage et de traitement des lixiviats sera maintenu en état.

Les analyses effectuées sur les lixiviats seront celles prévues à l'article 21.2.

32.3.4 – Suivi des eaux souterraines

Le contrôle de la qualité des eaux souterraines prévu à l'article 21.7 est reconduit avec une fréquence annuelle.

Tous les cinq ans, il sera procédé pour chacun des puits de contrôle, à l'analyse des paramètres mesurés lors de l'analyse de référence définie à l'article 21.7.

32.4 – Surveillance du site

L'ensemble des équipements sera maintenu en parfait état : clôture, collecte et traitement des gaz, collecte des lixiviats et des eaux de ruissellement, étanchéité des digues, couverture végétale.

Pour la partie couverte, l'exploitant réalisera le suivi pendant une période minimale de 5 ans de la géotechnique du site avec contrôle des repères topographiques et maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles.

L'inspection des installations classées sera destinataire des résultats d'analyses, au fur et à mesure de la réalisation des contrôles, mais sera aussi informé de toute anomalie éventuelle.

Article 33 – Fin de la période de suivi

Au moins 6 mois avant le terme de la période de suivi, l'exploitant adresse au préfet un dossier établi selon le modèle du dossier prévu à l'article 34.1 du décret du 21 septembre 1977 modifié sus visé.

Le préfet fait alors procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site pour s'assurer que sa remise en état est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation. En application de l'article 23.6 du décret du 21 septembre 1977 modifié sus visé, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Le rapport de visite établi par l'inspection des installations classées est adressé par le préfet à l'exploitant et au maire de la ou des communes intéressées ainsi qu'aux membres de la commission locale d'information.

Sur la base de ce rapport, eu égard aux dangers et inconvénients résiduels de l'installation, un arrêté complémentaire, détermine, après consultation des maires des communes intéressées, la date à laquelle peuvent être levées, en tout ou partie, les garanties financières auxquelles est assujéti l'exploitant.

Cet arrêté peut également décider de la révision des servitudes d'utilité publique instituées sur le site.

Article 34 – Usage ultérieur du site

Le site devra faire l'objet d'un usage ultérieur compatible avec la présence de déchets et les propriétaires successifs devront en être informés.

TITRE VII – GARANTIES FINANCIERES

Ces travaux ou prescriptions devront être réalisés au plus tard un an et demi après la notification du présent arrêté.

Article 35 – Montant des garanties financières

Les garanties financières couvriront obligatoirement :

- la surveillance du site (pendant et après la période d'exploitation),
- les interventions en cas d'accident ou de pollution accidentelle (pendant et après la période d'exploitation),
- la remise en état du site après exploitation.

35.1 – Montant des garanties pendant la période d'exploitation

Le montant des garanties financières correspondant à la période d'exploitation du site, est fixé globalement à 676 492 €.

35.2 – Surveillance du site après exploitation

La surveillance du site s'exercera pendant une durée d'au moins 30 ans à compter de la fin de la remise en état du site.

Les garanties financières devront couvrir les risques d'accident ou de pollution pendant l'exploitation, mais aussi pendant une durée minimale de 30 ans à compter de la fin de la remise en état du site.

Le montant global des garanties financières est fixé chaque année, pour cette période, selon l'échéancier suivant :

Montant de n + 1 à n + 5	507 369,39 € HT
Montant de n + 6 à n + 15	380 527,04 € HT
Montant pour n + 16	376 721,77 € HT
Montant pour n + 17	372 954,55 € HT
Montant pour n + 18	369 225,01 € HT
Montant pour n + 19	365 532,76 € HT
Montant pour n + 20	361 877,43 € HT
Montant pour n + 21	358 258,65 € HT
Montant pour n + 22	354 676,07 € HT
Montant pour n + 23	351 129,31 € HT
Montant pour n + 24	347 618,01 € HT
Montant pour n + 25	344 141,83 € HT
Montant pour n + 26	340 700,41 € HT
Montant pour n + 27	337 293,41 € HT
Montant pour n + 28	333 920,48 € HT
Montant pour n + 29	330 581,27 € HT
Montant pour n + 30	327 275,46 € HT

Article 36 – Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

Le montant des garanties financières sera actualisé tous les cinq ans en se basant sur l'indice des travaux publics TP01.

Article 37 – Attestation de garanties financières

Dès la mise en activité du nouveau casier, l'exploitant transmettra au préfet un document attestant la constitution des garanties financières.

Article 38 – Modalités de renouvellement des garanties financières

L'attestation de renouvellement des garanties financières doit être adressée au moins trois mois avant leur échéance.

Article 39 – Conditions d'appel aux garanties financières

La procédure d'appel aux garanties financières pourra être lancée par M. le Préfet conformément à l'article 23.4 du décret du 21 septembre 1977.

TITRE VII – DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Pendant les travaux de mise en conformité et d'extension du site de stockage des déchets, les prescriptions des art. 4, 10 dernier alinéa, 11, 13 et 24 sont d'application immédiate.

En outre, l'exploitant mettra en place dès le début des travaux un dispositif anti-odeurs par un système dispersant des produits destinés à lutter contre les mauvaises odeurs.

Les lixiviats seront récupérés dans les bassins existants pour être traités en station d'épuration d'eaux résiduaires urbaines.

Seules les eaux de voiries pourront rejoindre le réseau d'eaux pluviales en l'état.

Auch, le **15 OCT. 2007**

Pour le préfet,
Le secrétaire général,

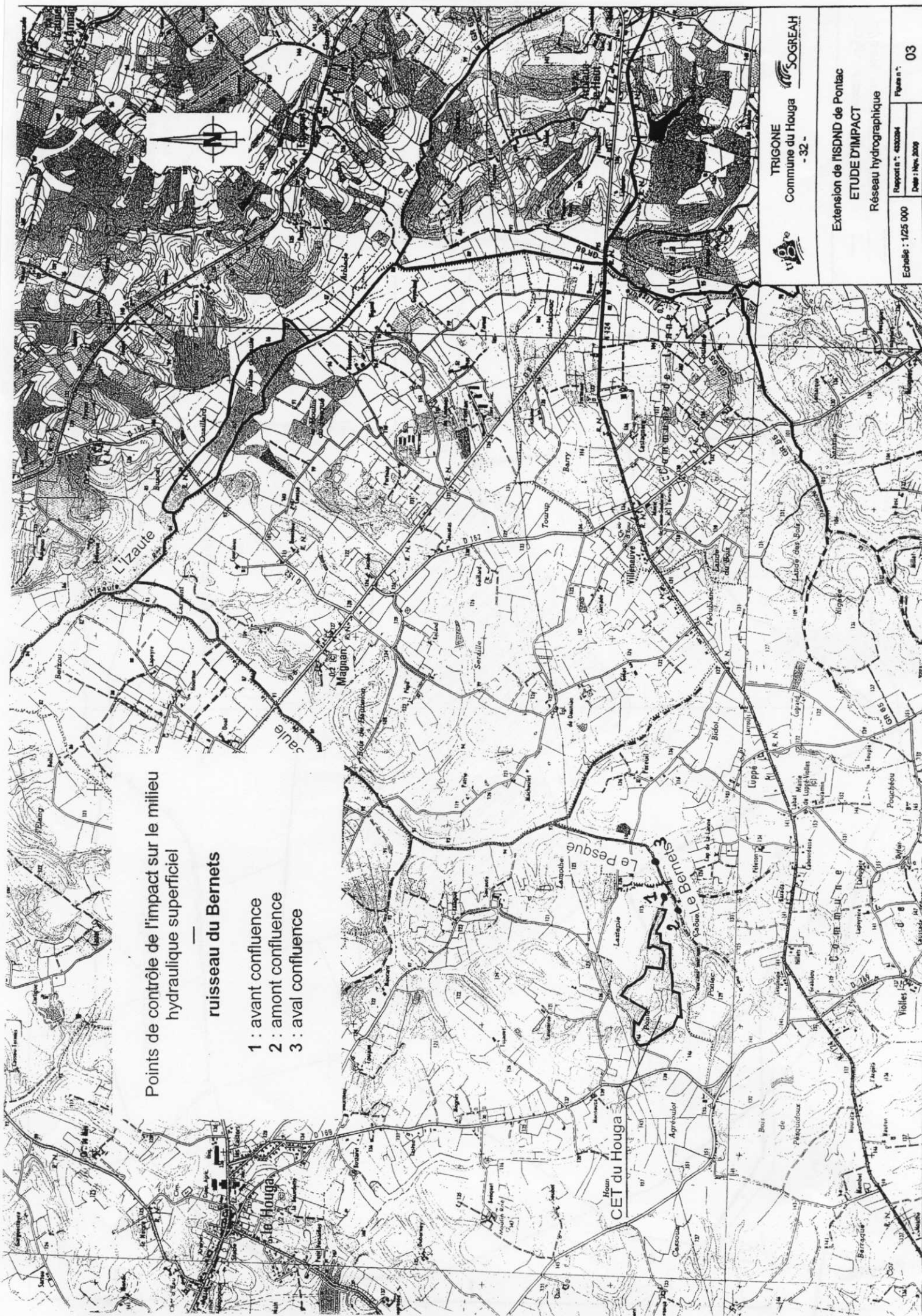
M.LI
Sébastien JALLET.



Points de contrôle de l'impact sur le milieu
hydraulique superficiel

ruisseau du Bernets

- 1 : avant confluence
- 2 : amont confluence
- 3 : aval confluence



TRIGONE
Commune du Houga
- 32 -



Extension de l'ISPD de Pontac
ETUDE D'IMPACT
Réseau hydrographique

Echelle : 1/25 000

Rapport n° : 433204

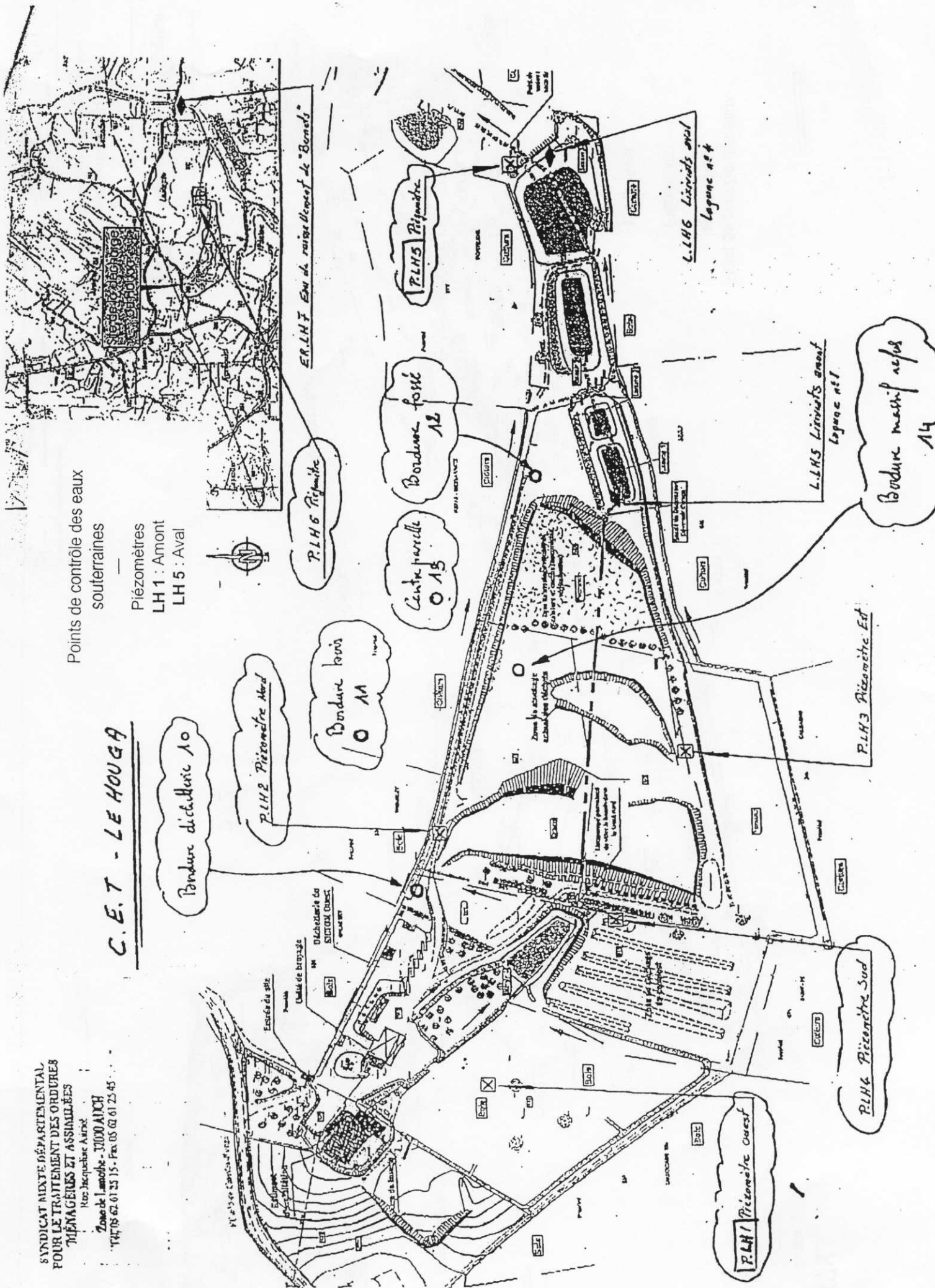
Date : Nov. 2009

Figure n° : 03

C.E.T. - LE HOUGA

Points de contrôle des eaux
souterraines

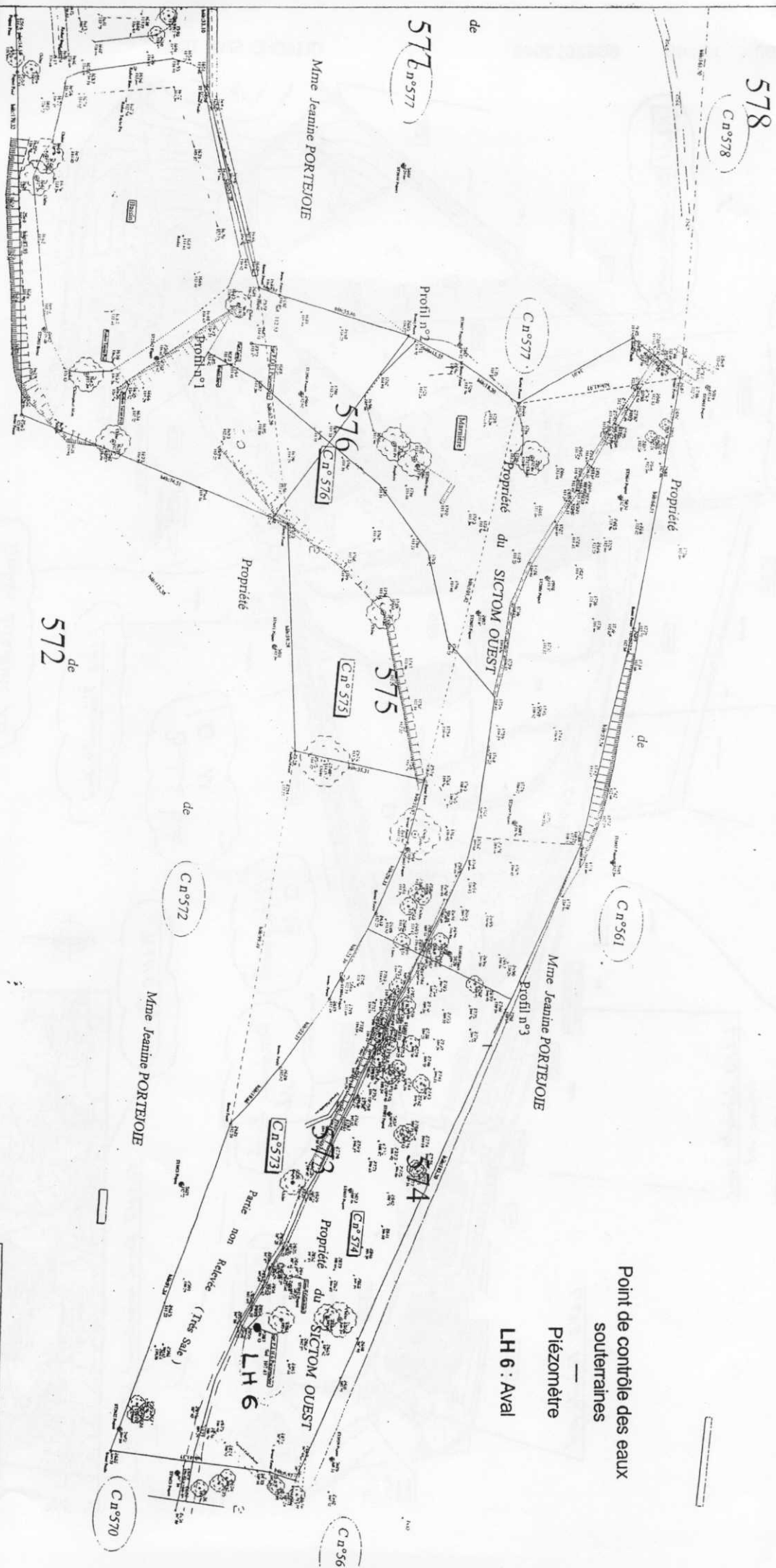
Piezomètres
LH1 : Amont
LH5 : Aval



Point de contrôle des eaux souterraines

Piezomètre

LH 6 : Aval



A	Date	PREMIERE DIFFUSION	GRS	BDA
1	Janv 2007	Délimitation et Position	Propriétaire	Vale
MODIFICATIONS				



TRIGONE
Commune du Houga



Extension de l'ISDND de Pontac
Plan du milieu récepteur Plan de localisation

Echelle : 1/2 000

Rapport n° : 4330477

Date : Juin 2007

Page n° : R1.1